



## ***Mobilisation pour le RST***

### **La commission exécutive réunie en cellule de crise le 7 juin 2006,**

Déplore que le ministre n'ait délibérément pas saisi l'occasion de sa visite à l'ENTPE le 2 juin dernier pour engager enfin une stratégie d'avenir pour le RST ;

Remercie le secrétaire général de la Confédération Force Ouvrière, de sa demande d'audience auprès du ministre en charge de l'Equipement , au sujet des audits « Copé », en particulier celui engagé contre le RST, et de leurs conséquences pour le service public ;

Exige du ministre, à l'occasion de cette audience, des réponses claires concrétisant une **véritable ambition pour le RST, colonne vertébrale du ministère technique de l'Equipement** ;

Exige que, conformément à la volonté du législateur, les collectivités accèdent au RST en dehors du cadre de la concurrence, en tant que dette de l'Etat vis-à-vis de ces dernières dans le cadre du deuxième acte de la décentralisation. Il serait inacceptable que les collectivités soient privées, pour l'exercice des compétences que l'Etat leur transfère, des moyens d'expertise que celui-ci avait constitués pour son propre compte lorsqu'il détenait les mêmes compétences ;

Exige en conséquence **une traduction législative ou réglementaire d'une ingénierie publique de partenariat** placée, au même titre que le réseau scientifique et technique, sous le pilotage unique d'un véritable SGPA ;

S'insurge de la perte de reconnaissance des carrières techniques, à travers des signes tels que l'annonce de la **suppression du « Séniorat »** ou l'anticipation par certains chefs de services du RST de diminutions drastiques d'effectifs ;

Fustige l'annonce d'un budget 2007 ne prenant en compte qu'un remplacement de départ en retraite sur trois, soit **une diminution insoutenable de près de 4 % des effectifs du ministère après décentralisation** ;

Condamne la décision de faire porter cette réduction principalement sur le RST et l'ingénierie publique ;

Attend du ministre qu'il s'oppose à ces orientations, en défendant les effectifs et le service public de l'Equipement à travers un projet stratégique ambitieux ;

Exige du ministre des réponses aux inquiétudes partagées par l'ensemble des personnels de l'Equipement ;

Appelle toutes les sections du RST à se réunir en **assemblée générale exceptionnelle au Cete de Lyon le 31 août 2006** ;

Invite tous les Ingénieurs des TPE à exprimer d'ici là, leurs inquiétudes auprès du ministre lors de ses déplacements dans ses services ;

Décide de poursuivre les réunions exceptionnelles régulières pour engager toutes les mesures qui s'avèreraient nécessaires, comme l'organisation d'actions de presse à partir du Certu, site emblématique du RST.